

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 49.050/4  
DU 12 JANVIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la Ministre chargé de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au Premier Ministre, le 14 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1993 déterminant les modalités du remboursement des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé visés à l'article 74/4, §§ 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et fixant des modalités relatives aux indemnités forfaitaires visées à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

\*

\*       \*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. L'arrêté en projet a principalement pour objet de fixer le montant des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé relatifs à un étranger maintenu dans un centre fermé (articles 1<sup>er</sup> et 2), ainsi que des indemnités forfaitaires pour les frais de rapatriement et pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des travailleurs étrangers et de ceux des membres de leur famille qui séjournent illégalement en Belgique (article 3).

Il vise également (article 4 du projet) à transposer partiellement l'article 5 de la directive 2009/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, selon lequel :

« 1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que les violations de l'interdiction visée à l'article 3 [interdiction d'employer des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier] sont passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives à l'encontre de l'employeur concerné.

2. Les sanctions infligées en cas de violation de l'interdiction visée à l'article 3 comportent :

a) des sanctions financières dont le montant augmente en fonction du nombre de ressortissants de pays tiers employés illégalement; et

b) le paiement des frais de retour des ressortissants de pays tiers employés illégalement dans les cas où une procédure de retour est engagée. Les États membres

peuvent alternativement décider de refléter au moins les coûts moyens du retour dans les sanctions financières prises conformément au point a).

3. Les Etats membres peuvent prévoir une réduction des sanctions financières lorsque l'employeur est une personne physique qui emploie un ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier à ses fins privées et lorsqu'il n'y a pas de conditions de travail particulièrement abusives ».

2.1. Le projet d'arrêté royal se donne comme fondements juridiques, d'une part, les articles 3*bis* et 74/4, §§ 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après la « loi du 15 décembre 1980 ») et, d'autre part, l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (ci-après la « loi du 30 avril 1999 »).

2.2. L'article 3*bis* de la loi du 15 décembre 1980 précitée prévoit, en ses alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 5 :

« Sans préjudice d'autres dispositions de la présente loi, la preuve des moyens de subsistance suffisants peut être apportée par la production d'une attestation de prise en charge, dans laquelle une personne physique qui dispose de ressources suffisantes et qui possède la nationalité belge ou qui est autorisée ou admise à séjourner en Belgique pour une durée illimitée, s'engage à l'égard de l'étranger, de l'Etat belge et de tout centre public d'aide sociale compétent, à prendre en charge pendant un délai de deux ans les soins de santé, les frais de séjour et de rapatriement de l'étranger.

La personne qui a signé l'engagement de prise en charge est, avec l'étranger, solidairement responsable du paiement des frais de soins de santé, de séjour et de rapatriement de ce dernier.

(...).

Le Roi fixe les modalités de l'engagement de prise en charge et les modalités de la récupération des sommes à charge de la personne qui a signé cet engagement.

(...) ».

Le montant des frais de séjour et de soins de santé (visés à l'article 3*bis* de la loi du 15 décembre 1980 et résultant de la détention de l'étranger conformément aux articles 7, 27 et 29 de la même loi), à l'exception des frais supplémentaires exposés individuellement, a été fixé à 30 euros (montant à indexer) par journée complète et par personne par l'arrêté royal du 15 mai 2006 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un article 17/7 ayant été inséré dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Selon la note du directeur général de l'Office des étrangers du 29 avril 2005, adressée à l'inspecteur des finances, le contenu de cet arrêté royal est largement inspiré de l'arrêté royal du 14 janvier 1993 précité (cette note a été transmise à la section de législation du Conseil d'Etat avec le projet devenu l'arrêté royal du 15 mai 2006 précité).

2.3. L'article 74/4, §§ 3 et 4, de la même loi dispose :

« § 3. Lorsque le passager est dépourvu des documents requis par l'article 2 et qu'une reconduite immédiate n'est pas possible, le transporteur public ou privé est solidairement tenu avec le passager de payer les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé de celui-ci.

Le Roi détermine les modalités du remboursement de ces frais.

§ 4. S'il est constaté que le transporteur public ou privé manque clairement à son obligation de reconduire un passager qui est dépourvu des documents requis par l'article 2 ou qui se trouve dans un des autres cas visés à l'article 3, en ne donnant pas suite à deux mises en demeure successives, envoyées par lettre recommandée à la poste, du Ministre ou de son délégué, lui demandant de mettre son obligation de reconduite à exécution, le Ministre ou son délégué peut, en tenant compte du principe de proportionnalité, organiser une reconduite sous la contrainte. Dans ce cas, le transporteur est tenu de payer les frais de la reconduite organisée par le Ministre ou son délégué, ainsi que les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé du passager.

Le Roi détermine les modalités de la procédure relative à la reconduite organisée ainsi que les modalités du remboursement des frais ».

Dans l'arrêté royal du 14 janvier 1993 déterminant les modalités du remboursement des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé visés à l'article 74/4, §§ 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, le montant des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé, à l'exception des frais supplémentaires exposés individuellement, a également été fixé (article 2, alinéa 1<sup>er</sup>) forfaitairement à 30 euros (montant à indexer) par journée complète et par personne.

2.4. L'article 13 de la loi du 30 avril 1999 énonce :

« Quiconque a commis une infraction visée à l'article 12 [ou, à partir le 1<sup>er</sup> juillet 2011 au plus tard, à l'article 175 du Code pénal social], est solidairement responsable du paiement d'une indemnité forfaitaire, pour les frais de rapatriement, ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des travailleurs étrangers concernés et de ceux des membres de leur famille qui séjournent illégalement en Belgique.

Le Roi fixe annuellement ces indemnités sur la base du coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Lorsque le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions a payé les frais, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à la place de la personne à la charge de qui sont ces frais en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il lui en réclame le remboursement par lettre recommandée à la poste. Si la personne reste en défaut de payer le montant des frais qu'elle doit, le ministre visé au présent alinéa confie le recouvrement de ces frais à l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, qui procède conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Les sommes récupérées sont versées au Trésor.

Le Roi peut déterminer les modalités d'exécution des dispositions du présent article ».

À ce jour, l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999 n'a pas encore fait l'objet d'un arrêté d'exécution.

#### 2.5. Selon le projet de rapport au Roi,

« L'objet du présent arrêté qui vous est soumis est d'adapter le montant, fixé forfaitairement à 30 EUR par journée complète dans un centre fermé, aux frais de séjour, de soins de santé et de rapatriement effectivement occasionnés et qui correspondent à '166 EUR', suite au nouveau calcul des frais explicité ci-après.

Ce nouveau calcul pour le remboursement des frais de séjour dans le centre par le garant ou par le transporteur tient compte non seulement des frais de séjour au sens strict du terme, mais aussi des frais d'infrastructure et de personnel nécessaires et s'élève ainsi à 166 EUR par jour et par personne.

Ce calcul des frais en 2009 est basé sur les éléments suivants :

Frais de séjour dans les centres fermés tenant compte des dépenses non durables (notamment l'entretien, le nettoyage, la lessive, les repas), les petits achats informatiques, les achats durables, les dépenses en personnel :

2007 : 20.629.372,90 EUR ;  
2008 : 23.024.977,69 EUR.

Occupation journalière moyenne pour les centres visés à l'article 74/8, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 :

2007 : 388 ;  
2008 : 380.

Frais de séjour par personne et par jour :

2007 : 145,66 EUR ;  
2008 : 166,00 EUR.

Le montant forfaitaire indexé s'élève actuellement à 43,10 EUR par jour (Avis de l'Office des étrangers M.B. du 22 janvier 2009).

Cette approche des coûts est similaire à celle des frais de rapatriement, pour lesquels en plus du transport (à savoir le prix du billet), il convient de tenir compte des frais d'accompagnement de l'étranger (l'éventuelle escorte effectuée par la police). Ce principe est d'ailleurs prévu explicitement par l'article 17/7, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et par l'article 2 de l'arrêté royal du 19 décembre 2006 [modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1993 déterminant les modalités de remboursement des frais visés à l'article 74/4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (M.B. du 12 janvier 2007)] »<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Il convient de lire : l'article 2 de l'arrêté royal du 19 décembre 2006 fixant la procédure relative à la reconduite organisée prévue à l'article 74/4, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (M.B., 12 janvier 2007, 2<sup>e</sup> éd.)

3.1. Il résulte de ce qui précède que l'auteur du projet entend régler de la même manière les trois situations qui viennent d'être décrites, en ce qui concerne la détermination des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé d'un étranger détenu dans un centre fermé<sup>3</sup>. L'optique ainsi choisie appelle les observations suivantes.

3.2.1. S'agissant de la troisième situation qui vise les employeurs, conformément à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé doit être fixé sur la base du coût moyen, que le projet fixe tout comme aux articles 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 2, 1<sup>o</sup>, à 166 euros par journée par personne.

Toutefois, compte tenu du fait que l'arrêté en projet entrera en vigueur dans le courant de l'année 2011, il faut déterminer conformément à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999, le « coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant », c'est-à-dire celui de l'année 2009<sup>4</sup>. Ce montant, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation, constitue en effet le montant de l'indemnité forfaitaire pour l'année 2011.

Toujours en application de l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999, il n'y a, par ailleurs, pas lieu d'adapter annuellement ce montant « en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédente » mais de calculer, chaque année, le coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant et de l'adapter en fonction de l'indice des prix à la consommation pour déterminer l'indemnité forfaitaire valable pour cette année.

3.2.2 Il résulte de la combinaison des trois alinéas de l'article 3 du projet que le coût moyen, fixé à 166 euros par jour par étranger, couvre, au sens de l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 avril 1999, tant l'indemnité forfaitaire pour les frais de rapatriement que l'indemnité forfaitaire pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des travailleurs étrangers qui seraient maintenus dans un centre fermé. Un tel montant, destiné à couvrir les deux types d'indemnité forfaitaire, est cependant incompatible avec le même montant de 166 euros, également prévu par les articles 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 2, 1<sup>o</sup>, du projet, mais ne concernant, cette fois, que les seuls frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé. L'ensemble du projet doit donc également être réexaminé à la lumière de cette observation afin d'assurer la cohérence en la matière. Sans doute conviendrait-il de ne pas viser l'indemnité forfaitaire pour frais de rapatriement à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 du projet.

---

<sup>3</sup> Même s'il n'est pas fait expressément état de cette précision s'agissant de la situation visée par l'article 13 de la loi du 30 avril 1999.

<sup>4</sup> Il convient également de remplacer les mots « à la centaine supérieure » par les mots « à l'euro supérieur » (voir les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 2, 2<sup>o</sup>, du projet).

3.2.3. L'article 3 du projet doit donc être revu à la lumière des observations qui précèdent. Il convient à cet égard d'omettre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, ainsi que la troisième phrase de l'alinéa 3, lesquels paraphrasent l'article 13, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 30 avril 1999 et de revoir le texte afin d'avoir égard à l'année 2009 pour la fixation du coût annuel de l'année 2011.

3.3. S'agissant des deux premières situations à savoir, celle relative au garant ayant signé un engagement de prise en charge et celle relative aux transporteurs publics ou privés, dès lors que l'auteur du projet opte, à l'instar de ce qui est prévu par l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999, pour la fixation d'un montant forfaitaire des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des étrangers maintenus dans un centre fermé aux fins d'éloignement, il ne se justifie plus, compte tenu de cet objectif d'uniformisation poursuivi par l'auteur du projet ainsi que du mode de calcul expliqué dans le rapport au Roi, de continuer à prévoir <sup>5</sup>, tant à l'article 17/7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité, qu'à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 14 janvier 1993 précité, que peuvent, outre le montant forfaitaire, être, réclamés « des frais supplémentaires qui auraient été exposés individuellement ».

4. Aucune des dispositions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du préambule ne procure un fondement légal suffisant à l'article 4 du projet <sup>6</sup> ; celui-ci doit en conséquence être omis.

5. Par contre, le projet reste en défaut de déterminer le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de rapatriement en application de l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 avril 1999, lequel doit être déterminé conformément à l'alinéa 2 de la même disposition.

Il est renvoyé à ce sujet à l'observation 3.2.2.

-----

---

<sup>5</sup> Ce que ne fait pas l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999.

<sup>6</sup> Dont le rapport au Roi se limite à préciser que cette disposition est adoptée conformément à l'article 5, § 2, b), de la directive 2009/52/CE précitée.

La chambre était composée de

|           |              |                       |
|-----------|--------------|-----------------------|
| Messieurs | P. LIÉNARDY, | président de chambre, |
|           | J. JAUMOTTE, | conseillers d'État,   |
|           | L. DETROUX,  |                       |
| Madame    | C. GIGOT,    | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 49.050/4  
VAN 12 JANUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 14 december 2010 door de Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid, toegevoegd aan de Minister belast met Migratie- en asielbeleid, en wat de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid betreft, toegevoegd aan de Eerste Minister van het verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorgen bedoeld in artikel 74/4, §§ 3 en 4, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en tot vastlegging van de modaliteiten inzake de forfaitaire vergoedingen bedoeld in artikel 13, tweede lid van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

\*  
\*      \*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontworpen besluit strekt er hoofdzakelijk toe het bedrag vast te stellen van de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging van een vreemdeling die vastgehouden wordt in een gesloten centrum (artikelen 1 en 2), en van de forfaitaire vergoedingen voor de kosten voor repatriëring en huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging van buitenlandse werknemers en van de leden van hun familie die onwettig in België verblijven (artikel 3).

Het strekt ook tot de gedeeltelijke omzetting van artikel 5 van richtlijn 2009/52/EG van het Europees Parlement en de Raad d.d. 18 juni 2009 tot vaststelling van minimumnormen inzake sancties en maatregelen tegen werkgevers van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen (artikel 4 van het ontwerp), luidende:

"1. De lidstaten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat inbreuken op het in artikel 3 bedoelde verbod [verbod om illegaal verblijvende onderdanen van derde landen te werk te stellen] leiden tot doeltreffende, evenredige en afschrikwekkende sancties tegen de werkgever.

2. Tot de sancties wegens inbreuken op het in artikel 3 bedoelde verbod behoren:

a) financiële sancties waarvan het bedrag stijgt naargelang het aantal illegaal tewerkgestelde onderdanen van derde landen, en

b) betaling van de terugkeerkosten van illegaal tewerkgestelde onderdanen van derde landen wanneer terugkeerprocedures worden toegepast. In plaats daarvan kunnen de lidstaten besluiten minstens de gemiddelde terugkeerkosten onderdeel uit te laten maken van de financiële sancties als bedoeld in onder a).

3. De lidstaten kunnen lagere financiële sancties vaststellen indien de werkgever een natuurlijk persoon is die een illegaal verblijvend onderdaan van een derde land voor persoonlijke doelen in dienst heeft zonder dat er sprake is van arbeidsgerelateerde uitbuiting".

2.1. Het ontwerp van koninklijk besluit geeft voor te steunen op enerzijds de artikelen 3bis en 74/4, §§ 3 en 4, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna de "wet van 15 december 1980" genoemd), en anderzijds artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (hierna de "wet van 30 april 1999" genoemd).

2.2. Het eerste, tweede en vijfde lid van artikel 3bis van de voornoemde wet van 15 december 1980 bepalen het volgende:

"Onverminderd andere bepalingen van deze wet, kan het bewijs van voldoende middelen van bestaan worden geleverd door het overleggen van een attest van tenlasteneming, waarin een natuurlijke persoon die over voldoende middelen beschikt en die de Belgische nationaliteit bezit of die gemachtigd of toegelaten is om voor onbepaalde duur in België te verblijven, zich gedurende een termijn van twee jaar ten opzichte van de vreemdeling, de Belgische Staat en elk bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ertoe verbindt de kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëring van de vreemdeling te zijnen laste te nemen.

De persoon die de verbintenis tot tenlasteneming ondertekend heeft, is samen met de vreemdeling hoofdelijk aansprakelijk voor het betalen van diens kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëring.

(...)

De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de verbintenis tot tenlasteneming moet beantwoorden en bepaalt de nadere regels met betrekking tot de terugvordering van de sommen ten laste van de persoon die deze verbintenis ondertekend heeft.

(...)"

Het bedrag van de kosten voor verblijf en geneeskundige verzorging (waarvan sprake in artikel 3bis van de wet van 15 december 1980 en die voortvloeien uit de vasthouding van een vreemdeling overeenkomstig de artikelen 7, 27 en 29 van dezelfde wet) is, zonder de individueel gemaakte extra kosten mee te rekenen, bij het koninklijk besluit van 15 mei 2006 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, waarbij een artikel 17/7 ingevoegd is in het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981<sup>1</sup>, vastgesteld op 30 euro per volledige dag en per persoon (te indexeren bedrag).

### 2.3. Artikel 74/4, §§ 3 en 4, van dezelfde wet bepaalt het volgende:

"§ 3. Indien de passagier niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken en wanneer onmiddellijke terugbrenging niet mogelijk is, is de openbare of private vervoerder hoofdelijk aansprakelijk met de passagier voor de betaling van diens kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorgen.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de terugbetaling van deze kosten.

§ 4. Indien wordt vastgesteld dat de openbare of private vervoerder duidelijk in gebreke blijft wat betreft zijn verplichting tot terugbrenging van een passagier die niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken of die zich bevindt in één van de andere in artikel 3 bedoelde gevallen, dit door geen gevolg te geven aan twee opeenvolgende aanmaningen bij een ter post aangetekend schrijven van de Minister of zijn gemachtigde om de verplichting tot terugbrenging uit te voeren, kan de Minister of zijn gemachtigde onder dwang, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, een teruggrijping organiseren. In dit geval is de vervoerder aansprakelijk voor de betaling van de kosten van de door de Minister of zijn gemachtigde georganiseerde teruggrijping, alsmede voor de betaling van de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorg van de passagier.

De Koning bepaalt de nadere procedure voor de georganiseerde teruggrijping en bepaalt de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten."

In het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorgen bedoeld in artikel 74/4, §§ 3 en 4, van de wet van 15 december 1980 wordt het bedrag van de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging, zonder de individueel gemaakte extra kosten mee te rekenen, ook forfaitair vastgesteld op 30 euro (te indexeren bedrag) per volledige dag en per persoon (artikel 2, eerste lid).

---

<sup>1</sup> Luidens de nota van de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken van 29 april 2005, gericht aan de inspecteur van Financiën, is dat koninklijk besluit grotendeels gebaseerd op het voornoemde koninklijk besluit van 14 januari 1993 (die nota is overgezonden aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State, samen met het ontwerp dat het voornoemde koninklijk besluit van 15 mei 2006 is geworden).

#### 2.4. Artikel 13 van de wet van 30 april 1999 bepaalt het volgende:

"Al wie zich schuldig maakt aan een misdrijf bedoeld in artikel 12 [of, uiterlijk vanaf 1 juli 2011, in artikel 175 van het Sociaal Strafwetboek], is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van een forfaitaire vergoeding voor de kosten van repatriëring, alsmede een forfaitaire vergoeding voor de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorg van de betrokken buitenlandse werknemers en van de leden van hun gezin die onwettig in België verblijven.

De Koning bepaalt jaarlijks deze vergoedingen op basis van de gemiddelde kostprijs van twee jaar voordien, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Wanneer de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, de in het eerste lid bedoelde kosten heeft betaald in de plaats van de persoon die krachtens het eerste lid instaat voor deze kosten, vordert hij van deze persoon bij een ter post aangetekend schrijven de terugbetaling daarvan. Als deze persoon verzuimt het door hem verschuldigde bedrag van de kosten te betalen, draagt de bij dit lid bedoelde minister de invordering van die kosten op aan de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, der Registratie en Domeinen, die optreedt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

De ingevorderde sommen worden in de Schatkist gestort.

De Koning kan de nadere regelen van uitvoering van de bepalingen van dit artikel vastleggen."

Tot op heden is er nog geen besluit uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999.

#### 2.5. In het ontwerp van verslag aan de Koning staat te lezen:

"Het onderwerp van dit besluit, dat aan u wordt voorgelegd, is het aanpassen van het bedrag dat forfaitair op 30 EUR per volledige dag in een gesloten centrum werd vastgesteld aan de daadwerkelijk veroorzaakte kosten van verblijf, gezondheidszorgen en repatriëring, die overeenkomen met «166 EUR», als gevolg van de nieuwe berekening van de kosten die hierna wordt uiteengezet.

Deze nieuwe berekening voor de terugbetaling van de verblijfskosten in het gesloten centrum door de garant of door de vervoerder houdt niet enkel rekening met de verblijfskosten in de strikte zin van het woord, maar ook met de noodzakelijke kosten van infrastructuur en personeel en levert zo een bedrag van 166 EUR per dag en per persoon op.

Deze berekening van de kosten in 2009 is op de volgende elementen gebaseerd:

Voor de verblijfskosten in de gesloten centra wordt met de niet-duurzame uitgaven rekening gehouden (met name onderhoud, schoonmaak, wasserij, maaltijden), kleine ICT-uitgaven, duurzame aankopen, personeelsuitgaven:

2007: 20.629.372,90 EUR;  
2008: 23.024.977,69 EUR.

Gemiddelde dagelijkse bezetting voor de centra die bedoeld worden in artikel 74/8, § 2, van de wet van 15 december 1980:

2007: 388;  
2008: 380.

Verblijfskosten per persoon, per dag:

2007: 145,66 EUR;  
2008: 166,00 EUR.

Momenteel bedraagt het geïndexeerd forfaitair bedrag 43,10 EUR per dag (Bericht van de Dienst Vreemdelingenzaken, BS van 22 januari 2009)

Deze benadering van de kosten lijkt op die van de repatriëringskosten, waarvoor, naast het vervoer (namelijk de prijs van het ticket), rekening moet worden gehouden met de kosten van de begeleiding van de vreemdeling (de eventuele escorte door de politie). Dit principe wordt trouwens uitdrukkelijk voorzien door artikel 17/7, § 3, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 en door artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 december 2006 [tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten, bedoeld in artikel 74/4, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (BS van 12 januari 2007)]."<sup>2</sup>.

3.1. Uit het bovenstaande blijkt dat de steller van het ontwerp de drie zonet beschreven gevallen op dezelfde manier wil regelen wat betreft het vaststellen van de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging van een vreemdeling die vastgehouden wordt in een gesloten centrum<sup>3</sup>. De aldus gekozen opzet geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

3.2.1. Wat het derde geval betreft, dat betrekking heeft op de werkgevers, moet het bedrag van de forfaitaire vergoeding voor de kosten van huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging overeenkomstig artikel 13, tweede lid, van de wet van

---

<sup>2</sup> Men leze: artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 december 2006 tot bepaling van de nadere procedure voor de georganiseerde teruggrijving voorzien in artikel 74/4, § 4, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (B.S., 12 januari 2007, 2<sup>e</sup> uitg.).

<sup>3</sup> Ook al wordt die precisering niet uitdrukkelijk vermeld voor het geval bedoeld in artikel 13 van de wet van 30 april 1999.

30 april 1999 vastgesteld worden op basis van de gemiddelde kostprijs, die in het ontwerp, net als in de artikelen 1, 1°, en 2, 1°, op 166 euro per dag en per persoon wordt vastgesteld.

Gelet evenwel op het feit dat het ontworpen besluit in werking zal treden in de loop van het jaar 2011, moet overeenkomstig artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999 de "gemiddelde kostprijs van twee jaar voordien", dus die van het jaar 2009, worden bepaald<sup>4</sup>. Dat bedrag vormt immers, na aanpassing aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, het bedrag van de forfaitaire vergoeding voor het jaar 2011.

Nog steeds ingevolge artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999 is er bovendien geen reden om dat bedrag jaarlijks aan te passen "in functie van de index van de consumptieprijzen van de maand december van het voorgaande jaar", maar moet ieder jaar de gemiddelde kostprijs worden berekend van twee jaar voordien en moet deze worden aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen om de forfaitaire vergoeding te bepalen die voor dat jaar geldt.

3.2.2. Uit de drie leden van artikel 3 van het ontwerp, gelezen in onderlinge samenhang, blijkt dat de gemiddelde kostprijs, vastgesteld op 166 euro per dag per vreemdeling, zowel de forfaitaire vergoeding voor de kosten voor repatriëring dekt als de forfaitaire vergoeding voor de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging van de buitenlandse werknemers die vastgehouden worden in een gesloten centrum, in de zin van artikel 13, eerste lid, van de wet van 30 april 1999. Zulk een bedrag, bedoeld om de twee soorten forfaitaire vergoeding te dekken, is echter niet verenigbaar met hetzelfde bedrag van 166 euro, waarin eveneens is voorzien in de artikelen 1, 1°, en 2, 1°, van het ontwerp, maar dat daar alleen betrekking heeft op de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging. Het gezamenlijke ontwerp moet dus ook worden herzien in het licht van deze opmerking, om de samenhang in dezen veilig te stellen. Wellicht is het beter in het eerste lid van artikel 3 van het ontwerp de forfaitaire vergoeding voor repatriëringskosten niet te vermelden.

3.2.3. Artikel 3 van het ontwerp moet dus worden herzien in het licht van de bovenstaande opmerkingen. In dat verband behoren het eerste en het tweede lid, alsook de derde zin van het derde lid, die artikel 13, eerste en tweede lid, van de wet van 30 april 1999 parafraseren, te vervallen en moet de tekst zo worden herzien dat voor het vaststellen van de jaarlijkse kosten voor het jaar 2011 rekening wordt gehouden met het jaar 2009.

3.3. Wat de eerste twee gevallen betreft, namelijk het geval van de borg die een verbintenis tot tenlasteneming heeft ondertekend en het geval van de openbare of private vervoerders, is het, aangezien de steller van het ontwerp ervoor kiest om, in navolging van

---

<sup>4</sup> De woorden "het hogere honderdtal" moeten bovendien vervangen worden door de woorden "de hogere euro" (zie de artikelen 1, 2°, en 2, 2°, van het ontwerp).

wat bepaald is in artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999, een forfaitair bedrag vast te stellen voor de kosten voor huisvesting, verblijf en geneeskundige verzorging van de vreemdelingen die met het oog op hun verwijdering vastgehouden worden in een gesloten centrum, zowel gelet op die doelstelling van eenvormigheid die de steller van het ontwerp nastreeft als op de berekeningswijze toegelicht in het verslag aan de Koning, niet meer verantwoord om zowel in artikel 17/7, § 2, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981 als in artikel 2, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 14 januari 1993 te blijven bepalen<sup>5</sup> dat, naast het forfaitaire bedrag, "individueel gemaakte extra kosten" kunnen worden teruggevorderd.

4. Geen van de bepalingen genoemd in het eerste en het tweede lid van de aanhef levert een afdoende rechtsgrond op voor artikel 4 van het ontwerp<sup>6</sup>; dat artikel moet bijgevolg vervallen.

5. Daarentegen laat het ontwerp na het bedrag van de forfaitaire vergoeding voor de kosten voor repatriëring vast te stellen met toepassing van artikel 13, eerste lid, van de wet van 30 april 1999, welk bedrag bepaald moet worden overeenkomstig het tweede lid van dezelfde bepaling.

In dat verband wordt verwezen naar opmerking 3.2.2.

-----

---

<sup>5</sup> Wat artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 april 1999 niet doet.

<sup>6</sup> In het verslag aan de Koning staat enkel dat deze bepaling aangenomen is overeenkomstig artikel 5, lid 2, b), van de voornoemde richtlijn 2009/52/EG.

De kamer was samengesteld uit

|          |              |                  |
|----------|--------------|------------------|
| de Heren | P. LIÉNARDY, | kamervoorzitter, |
|          | J. JAUMOTTE, | staatsraden,     |
|          | L. DETROUX,  |                  |
| Mevrouw  | C. GIGOT,    | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY